

A PROPOS DE...

L'Afrique

Le problème

Selon pratiquement tous les standards, les effets des efforts de développement en Afrique tardent à se faire sentir plus que dans n'importe quelle autre région. Lors du Sommet du millénaire des Nations Unies, les gouvernements se sont mis d'accord sur le fait que des efforts particuliers étaient nécessaires pour permettre l'éradication de la pauvreté et le développement durable en Afrique.

S'il y a davantage, en nombre, de personnes pauvres en Asie du Sud, la proportion d'individus vivant dans la pauvreté en Afrique subsaharienne est la plus élevée du monde — près de la moitié des Africains vivent avec moins d'un dollar par jour.

Les problèmes de l'Afrique n'ont pas été jusqu'à maintenant traités de manière efficace, ils se sont en fait multipliés au cours des vingt dernières années. Au cours des années 90, la plupart des régions du monde ont connu une croissance économique mais pas les pays africain, quelques exceptions près. La mondialisation n'a pas pris en compte l'Afrique, dont la part dans le commerce international est minuscule et en diminution. Dans de nombreux pays, les conflits font encore rage, le VIH/sida a eu des conséquences désastreuses, la désertification s'étend de plus en plus et la déforestation se poursuit. Dans le même temps, l'aide internationale à l'Afrique a chuté.

Récemment, des initiatives ont été lancées par les africains pour freiner ce mouvement et tracer un nouveau chemin pour le développement. Mais la communauté internationale doit apporter son aide. Le développement durable reconnaît que la pauvreté et la destruction de l'environnement dans une partie du monde deviennent vite des problèmes pour le reste de l'humanité. Au cours des négociations précédant le Sommet de Johannesburg, les gouvernements africains ont instamment demandé que le Sommet, dans ses conclusions, prenne directement en considération les préoccupations africaines.

Chiffres clés

- Si, au cours des années 90, les exportations des pays en développement ont augmenté à un rythme de 9,6 % par an, les exportations africaines ont, elles, augmenté à un rythme beaucoup plus lent. La part

de l'Afrique dans le commerce international a chuté de 2,7 % en 1990 à 2,1 % en 2000.

- Près de la moitié des populations d'Afrique subsaharienne vivent dans la pauvreté, et le nombre de ces personnes a augmenté de manière substantielle.
- Près d'un tiers de la population d'Afrique subsaharienne est malnourrie et cette part est en train de grandir.
- Si la consommation de la plupart des personnes dans le monde a augmenté ces dernières années, les dépenses de consommation des ménages africains moyens ont reculé de 20 % par rapport à ce qu'elles étaient il y a 25 ans.
- Le taux de déforestation en Afrique est l'un des plus élevés au monde, le continent ayant perdu, au cours des années 90, 5,3 millions d'hectares de forêts par an.
- Plus de 40 % des ménages africains en zone urbaine vivent dans une pauvreté absolue, avec moins d'un dollar par jour.
- Pour la plupart des pays africains, l'aide publique au développement a chuté d'environ 25 % au cours des dix dernières années, et pour sept d'entre eux, cette baisse dépasse les 50 %.
- En Afrique subsaharienne, 25 millions de personnes sont infectées par le VIH/sida et plus de 12 millions d'Africains sont morts du sida — plus de 2 millions en une seule année. Quelque 13,2 millions d'enfants africains sont devenus orphelins à cause de cette épidémie.
- Plus de 500 millions de personnes d'Afrique subsaharienne dépendent du bois de feu comme source d'énergie. La combustion du bois et de la biomasse en général génère 90 à 98 % de l'énergie des ménages dans la plupart des pays africains.
- En Afrique subsaharienne, environ 30 % d'enfants potentiellement en bonne santé meurent ou voient leur vie gâchée en raison d'infections respiratoires qui, dans 60 % des cas, proviennent de la pollution de l'air, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments.
- En Afrique, les récoltes de grains pourraient



diminuer de moitié si la dégradation des sols continue au rythme actuel. Près de 65 % des terres agricoles sont déjà touchées par ce problème.

Ce qui doit être fait

Une nouvelle initiative africaine, lancée par les Présidents de l'Afrique du Sud, du Nigéria, de l'Algérie, du Sénégal et de l'Égypte, a vu le jour au cours des trois dernières années. Connue sous le nom de Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), l'initiative a pour but d'éradiquer la pauvreté et de placer les pays africains, tant séparément que collectivement, sur la voie de la croissance et du développement durable. Elle vise également à freiner la marginalisation de l'Afrique dans le processus de mondialisation, à restaurer la paix, la sécurité et la stabilité, ainsi qu'à promouvoir le rôle des femmes dans toutes les activités. Les gouvernements africains ont émis l'espoir que le Sommet de Johannesburg, en particulier parce qu'il a lieu en Afrique, puisse être un important catalyseur pour mobiliser un soutien pour le NEPAD en créant des partenariats d'un point de vue des ressources, des financements et des technologies, ainsi qu'en accélérant le développement des capacités humaines et institutionnelles.

Dans son rapport sur la mise en œuvre d'Action 21, le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et Dr Emil Salim, président de la Commission préparatoire du Sommet, ont identifié plusieurs domaines clés sur lesquels devraient se concentrer les décisions du Sommet en ce qui concerne le développement durable en Afrique :

- Appuyer les initiatives régionales, sous régionales et nationales pour le développement, la paix, la sécurité et la stabilité.
- Apporter un plus grand soutien financier à la lutte contre le VIH/sida.
- Restructurer l'assistance internationale et établir des niveaux d'aide appropriés et conséquents.
- Soutenir les objectifs de base en matière de développement social tels que l'accès à l'eau potable, l'alphabétisation et les soins de santé.
- Promouvoir des initiatives pour permettre un accès à des sources d'énergie diversifiées, en particulier dans les zones rurales.
- Promouvoir l'accès des entreprises africaines aux technologies à un prix raisonnable.
- Comblent le fossé numérique et freiner la marginalisation de l'Afrique.
- Aider les entreprises de taille très petite, petite et moyenne, en mettant l'accent sur les industries en rapport avec l'agriculture.

Lors d'une réunion régionale tenue en octobre 2001 pour préparer Johannesburg, les ministres africains se sont mis d'accord sur le fait qu'atteindre les objectifs de développement et éradiquer la pauvreté dépendaient de la bonne gouvernance, tant à l'intérieur des pays qu'au niveau international, ainsi que de la transparence des systèmes financiers, monétaires et commerciaux. Ils ont également souligné qu'il était nécessaire qu'un système financier et commercial multilatéral soit ouvert, basé sur des règles équitables, prévisible et non discriminatoire.